



MARS 2024

RÉSULTAT DE L'ÉVALUATION PRÉLIMINAIRE SUD-KIVU, RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

WWW.NONVIOLENTPEACEFORCE.ORG



Introduction

Alors que la mission de maintien de la paix de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilité en République démocratique du Congo (MONUSCO) se retire à la demande du gouvernement de l'État hôte, de nombreuses questions et préoccupations se posent concernant les besoins et ressources en matière de protection des civils dans le contexte de la transition. Les communautés, les humanitaires, les titulaires de devoirs et les autres acteurs s'inquiètent des menaces émergentes et persistantes auxquels les civils sont confrontés, et par la manière dont la transition est susceptible d'exacerber les besoins et les risques en matière de protection des civils.

Dans le cadre de cette transition et des innombrables défis qu'elle présente, que peut-on faire de plus pour se préparer et combler les lacunes en matière de protection qui apparaîtront et seront exacerbées dans le Sud-Kivu et dans toute la République démocratique du Congo (RDC) ? Le présent rapport souligne que malgré les risques généralisés en matière de protection, les fondations sont déjà posées par les communautés elles-mêmes – celles qui sont les plus touchées par les conflits violents et qui vivent à long terme avec leurs conséquences, bien au-delà du départ des acteurs extérieurs. Le présent rapport est une réflexion sur ces besoins et ces stratégies de réponse et montre les domaines dans lesquels l'attention et les ressources doivent être dirigées pour avoir le plus d'impact possible sur la protection des civils en RDC, en particulier dans le contexte du retrait de la mission.

Ce résumé des résultats préliminaires explore ces thèmes et présente les principales conclusions d'une mission d'évaluation de la protection menée au Sud-Kivu, en RDC, en mars 2024, dans le cadre d'une initiative conjointe de Nonviolent Peaceforce (NP) et du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP). Ce résumé met en évidence les principales préoccupations liées à la sécurité des civils en RDC et identifie les points d'entrée pour la programmation de l'Intervention Civile de Paix (ICP) afin de répondre à ces besoins. Une analyse plus complète et plus détaillée peut être fournie sur demande.

Contexte

Ce rapport arrive à un moment crucial pour les civils vivant à l'est de la RDC et pour ceux qui cherchent à prévenir la violence et à assurer la protection des populations exposées aux risques. La RDC est actuellement confrontée à la deuxième plus grande crise de déplacement au monde (après le Soudan), avec des vagues persistantes de conflit et d'instabilité qui affectent les civils dans tout le pays, en particulier dans l'est. Le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires fait état de 7,2 millions de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays enregistrées en RDC, un record absolu. Les conflits armés récurrents ont effiloché le tissu social entre des personnes d'origines sociales et ethniques différentes, et les niveaux de violence intercommunautaire et d'implication des civils dans les conflits armés ont augmenté. Ceci a contribué à la détérioration des conditions commerciales transfrontalières entre la RDC et les pays voisins, en particulier le Rwanda. Malgré une cessation des hostilités négociée en 2023, des violations répétées et des affrontements violents entre l'armée de la RDC et le groupe rebelle M23 se sont intensifiés en 2024 dans l'est du Congo. Alors que la dynamique régionale se détériore, nombreux sont ceux qui craignent que ces affrontements ne débouchent sur un conflit violent entre la RDC et le Rwanda, qui pourrait entraîner les voisins et les forces régionales, notamment l'Afrique du Sud, le Burundi, l'Ouganda, la Tanzanie et le Malawi.

i

La détérioration des conditions de sécurité s'est produite quand même malgré l'autorisation, pour la première fois par le Conseil de sécurité des Nations Unies, d'une force de combat offensive, la « brigade d'intervention » spécialisée, déployée dans le cadre de la MONUSCO depuis 2013. Bien que la MONUSCO ait été en mesure d'atténuer une partie de la violence par sa présence, les perceptions communautaires des échecs de protection de la MONUSCO ont conduit à des protestations généralisées et à une atteinte à la légitimité de l'ONU. Cette situation a été exacerbée quand des manifestants ont été tués par des soldats de la paix et a abouti au fait que le gouvernement de la RDC a demandé un retrait accéléré de la mission à la fin de l'année 2023. Au moment où la MONUSCO se prépare à retirer sa présence des trois dernières provinces de l'est de la RDC en 2024, les lacunes dans la protection des civils risquent d'être exacerbées.

i. Pour avoir un aperçu plus complet de la dynamique des conflits en RDC, voir l'analyse de l'ACLED: <https://acleddata.com/conflict-watchlist-2023/drc/>

Méthodologie

Ce rapport reflète les conclusions d'une évaluation rapide de deux semaines menée en mars 2024 par le personnel du FNUAP et de Nonviolent Peaceforce. Cette évaluation qualitative comprenait 50 entretiens semi-structurés, 4 discussions de groupe et une observation directe. L'évaluation visait à rassembler les points de vue relatifs à la protection des civils d'une série de parties prenantes différentes, notamment des chefs de communautés, des travailleurs humanitaires, des représentants d'agences des Nations Unies, des fonctionnaires de la MONUSCO, des autorités gouvernementales, des autorités religieuses et les organisations de sociétés civiles. Dans la mesure du possible, l'équipe s'est appliquée à recueillir les réflexions de différents groupes identitaires, y compris des femmes, des jeunes et des dirigeants locaux. Le consentement éclairé de tous les participants a été obtenu avant leur participation aux entretiens et aux groupes de discussion, et des mesures ont été prises pour préserver la confidentialité et l'anonymat.

L'équipe d'évaluation s'est concentrée sur la province du Sud-Kivu comme cible principale de son évaluation. Des réunions et des groupes de discussion ont été organisés à Bukavu, la capitale provinciale, ainsi que dans la ville d'Uvira, dans la plaine de la Ruzizi (ville de Sange) et à Kalehe. L'équipe d'évaluation a également rencontré des parties prenantes nationales et régionales à Kinshasa et à Goma (Nord-Kivu). Des réunions avec des acteurs de la société civile à Goma ont été organisées dans la perspective d'une future extension de la programmation d'une sortie de crise au Nord-Kivu.



Risques et besoins en matière de protection des civils

L'évaluation a permis d'identifier et de confirmer plusieurs risques et besoins importants en matière de protection des civils, comme indiqué ci-dessous. L'analyse présentée ici n'est pas exhaustive et les besoins de protection sont souvent interdépendants. Cette analyse s'aligne sur les préoccupations en matière de protection soulignées par les organisations de sociétés civiles, les organisations humanitaires, les titulaires de devoirs et d'autres acteurs. Une analyse approfondie de ces domaines d'intérêt est disponible par le biais de Nonviolent Peaceforce pour les partenaires intéressés.

La violence sexuelle et la violence basée sur le genre : La violence sexuelle et fondée sur le genre a été identifiée par les parties prenantes comme un risque très répandu dans tout le Sud-Kivu. Le viol et les abus sexuels sont souvent utilisés comme arme de guerre par les groupes armés, entraînant des traumatismes psychologiques et des dommages physiques (y compris le risque de grossesse et d'infections sexuellement transmissibles), le tout dans un contexte où les femmes n'ont qu'un accès limité aux services médicaux. Une organisation locale enregistrait au moins 10 cas de viols par mois, un chiffre qu'elle estime nettement inférieur au nombre actuel de cas. Le viol et les autres formes de violence sexuelle et sexiste, y compris la violence domestique, ne sont souvent pas signalées par les survivantes en raison de l'inadéquation des mécanismes de signalement, du manque de confidentialité et de l'impunité dont jouissent les auteurs. L'incapacité des institutions à tenir les auteurs responsables perpétue une culture de l'impunité et érode la confiance dans le système judiciaire, laissant les survivantes sans recours ni protection. Les personnes interrogées ont indiqué que l'exploitation sexuelle, y compris les rapports sexuels de survie en échange d'un accès à la nourriture, à un abri et à une protection, était monnaie courante. Les membres de la communauté et les organisations locales ont également souligné que la violence domestique était très répandue, en particulier dans les camps de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays où les conditions de vie sont précaires et les tensions sociales très fortes.

« Avec les conditions précaires de survie dans les camps de déplacés internes, certaines femmes sont obligées d'avoir des relations sexuelles pour se nourrir afin de satisfaire leurs besoins élémentaires en nourriture. Cette situation est très préoccupante pour nous, en tant que femmes. Cela nous prive de toute dignité. »
- personne interrogée à Goma, RDC

Le manque de documentation sur les cas de violence domestique et le manque de soutien institutionnel pour les survivantes ont suscité de vives inquiétudes : « il y a beaucoup de cas, mais il n'y a pas d'organisations qui s'occupent de la violence domestique dans le contexte de déplacés internes, » a rapporté une personne interrogée à Goma.

La violence envers les enfants : Les besoins en matière de protection de l'enfance ont été fréquemment évoqués au cours de l'évaluation, notamment le recrutement forcé généralisé d'enfants par des groupes armés, la violence sexuelle et sexiste ciblée contre les filles, y compris le mariage forcé et l'esclavage sexuel, et le manque généralisé d'accès aux besoins et aux droits fondamentaux, y compris la nourriture, les soins de santé et l'éducation, en raison du conflit. Dans certaines régions, comme Minembwe et Bijembo, les enfants et les jeunes sont confrontés à de sévères restrictions de leur liberté de mouvement, imposées stratégiquement par des groupes armés pour les contrôler et s'assurer de leur proximité en vue d'un recrutement ou d'une exploitation futurs.

Dans le contexte de la transition, les personnes interrogées ont exprimé de vives inquiétudes quant à l'augmentation des taux de recrutement d'enfants. Les enfants qui ont bénéficié d'un soutien dans le cadre des processus de démobilisation manquent d'un soutien essentiel à long terme, ce qui accroît le risque que ces enfants retournent dans les groupes armés. Par exemple, un groupe de 27 enfants qu'une organisation locale avait soutenu pendant la démobilisation était récemment retourné dans sa communauté, mais n'avait que peu d'accès à un soutien continu ou à des moyens de subsistance. En tant qu'anciens combattants, ces enfants sont souvent craints et non acceptés par leur communauté, et n'ont souvent pas accès à des réseaux de soutien social. La notion de démobilisation reste balbutiante en RDC, et le manque d'infrastructures de soutien institutionnel augmente le risque que ces enfants retournent dans les groupes armés et se retrouvent piégés dans des cycles de violence.

Déplacement et sécurité des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays : De nombreuses parties prenantes, y compris des membres des communautés déplacées, ont souligné les risques accrus de violence auxquels sont confrontées les personnes déplacées en raison du conflit au Sud-Kivu. Bien que les camps de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays soient considérés comme des zones de sécurité, ce n'est pas la réalité pour beaucoup d'entre elles. Les femmes et les jeunes filles sont exposées à la violence sexuelle et sexiste lorsqu'elles se déplacent à l'intérieur et à l'extérieur des camps à la recherche de produits de première nécessité tels que du bois, de l'eau ou de la nourriture. Les ressources disponibles étant maigres, les attaques violentes à des fins de vol sont fréquentes. De plus, la prolifération des armes légères et de petit calibre (voir également ci-dessous) est importante. Ceci s'ajoute au fait que les camps de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays sont directement pris pour cible par les groupes armés. Par exemple, un récent bombardement de camps à Goma a entraîné la mort d'au moins 35 civils. Les civils et les organisations ont signalé que, de manière peut-être contre-intuitive, ces dangers étaient particulièrement graves pour les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays installées à proximité des bases de la MONUSCO. Dans les camps de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, les autorités ne réagissent pratiquement pas à ces incidents. Dans ces conditions, de nombreux déplacés internes choisissent de retourner dans leur région d'origine, malgré l'insécurité persistante : « Nous préférons mourir dans nos propres communautés plutôt qu'ici ».

Réponses de protection des civils

Récemment, la mission de la MONUSCO a été le principal acteur pour répondre aux besoins de protection directe des civils dans le Sud Kivu. Dans le contexte de la transition, cette responsabilité incombe à l'armée nationale (FARDC) et la police (PNC) de l'État congolais. Celle-ci sera probablement une transition difficile, les deux acteurs manquant de ressources, n'étaient pas suffisamment formés pour remplir leur rôle et étant accusés de violation des droits humains et autres.

« Il existe une cacophonie d'initiatives. Personne n'a une vision claire par rapport à ce qui existe et ce qui fonctionne correctement ou pas. »

- Membre du personnel d'une organisation humanitaire

La société civile a joué un rôle crucial en comblant certaines des lacunes de cette infrastructure de protection. L'un des points forts des réponses de protection actuelles est l'effort manifeste consenti par toute une série de parties prenantes pour renforcer les groupes et les stratégies de protection non armée au niveau local.ⁱⁱ Que ce soit les comités et conseils locaux de protection (initiatives conjointes avec la MONUSCO), le Barza intercommunautaire (une structure locale et traditionnelle et de médiation), les Nyumba Kumi (un système traditionnel de contrôle communautaire) ou les autres organisations de sociétés civiles et des groupes communautaires informels travaillant dans le cadre de la protection, il existe une fondation solide de la sûreté et de la protection du travail dans le Sud Kivu. Face aux menaces de violence majeures et aux difficultés rencontrées pour obtenir la protection des titulaires de devoirs, les membres de la communauté se sont mobilisés pour créer des systèmes et des stratégies de sûreté qui ont un réel impact pour les personnes victimes de la violence.

Malgré un dense réseau des sociétés civiles en RDC- comme l'a déclaré une personne interrogée, « Il y a plus de 5 000 ONG. Chaque personne a la sienne. C'est devenu du business » – il reste tout de même des lacunes évidentes et d'autres problèmes qu'il est essentiel de résoudre dans la poursuite d'une réponse de protection des civils efficace et complète, en particulier dans le contexte de la transition de la MONUSCO:

Durabilité et lacunes en matière de ressources :

Dans l'ensemble, de sérieuses inquiétudes subsistent quant au manque de ressources pour la protection, d'autant plus que le financement associé à la MONUSCO diminuera considérablement avec la transition vers une mission politique spéciale (MPS). Cela n'a pas seulement un impact sur les acteurs des Nations Unies mais aussi sur la durabilité des réseaux locaux qui constituent l'épine dorsale des initiatives de protection dirigées par des

ii. Un aperçu des différents groupes et leurs activités respectives est disponible en adressant une demande à Nonviolent Peaceforce.

civils dans la région. Le manque de ressources dédiées aux groupes locaux et de soutien pour qu'ils deviennent des organisations autonomes est susceptible de conduire à la chute et à la fermeture d'un grand nombre de ces groupes. Investir dans des programmes qui renforcent ces groupes locaux et leur permettent de trouver des voies vers une stabilité à plus long terme est essentiel pour un système de réponse de protection durable à long terme au Nord et au Sud-Kivu.

Coordination et partenariat :

Bien que le mécanisme de cluster soit en place au Nord et au Sud-Kivu (le cluster protection dirigé par le HCR), ces systèmes n'incluent souvent pas les acteurs locaux de la protection. En plus, toutes les ONGI ne coordonnent pas leurs efforts de réponse via ce système, ce qui conduit à des duplications sans une compréhension claire des mécanismes déjà existants. Le système actuel se focalise également sur la protection des civils à travers une seule perspective humanitaire, excluant les nombreux acteurs de la consolidation de la paix qui – même s'ils ne s'identifient peut-être pas comme tels – jouent un rôle actif en tant qu'acteurs de la protection pour interrompre et prévenir la violence potentielle.

Une réponse potentielle à ce problème est d'œuvrer pour inclure la société civile locale et les acteurs de la protection non traditionnels dans les mécanismes internationaux existants tels que le système dit Cluster. Pour les groupes qui veulent participer de cette manière, cet engagement devrait être considéré comme facilité par les acteurs de la coordination. Au même moment, il est essentiel que les mécanismes de coordination locaux soient également reconnus et que les acteurs internationaux soient ouverts à travailler avec la société civile locale selon leurs propres termes.

Besoin de réponses spécialisées :

Malgré les efforts continus pour répondre aux besoins de groupes spécifiques – femmes et filles, personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, anciens combattants – les réponses spécifiques manquent largement de ressources. Le soutien qui existe est souvent imposé de l'extérieur et ne répond pas aux besoins exprimés par les populations les plus touchées. Par exemple, pour les anciens combattants, - adultes comme enfants - il y a encore des lacunes critiques en matière de soutien, comme indiqué ci-dessus. Des investissements bien plus importants dans le désarmement, la démobilisation et la réintégration, y compris dans des programmes socio-économiques à plus long terme, sont nécessaires pour prévenir une marginalisation continue et réduire les risques de retour vers les groupes armés. Pour les anciens enfants combattants, des programmes spécialisés sont nécessaires pour répondre à leurs besoins en tant qu'enfants.

Points d'entrée pour l'application de l'intervention civile de paix

En plus d'évaluer les besoins de protection et les réponses existantes au Sud-Kivu, Nonviolent Peaceforce et le FNUAP ont exploré comment l'application de l'Intervention Civile de Paix (ICP) pourrait contribuer à minimiser les lacunes en matière de protection pendant et après le retrait de la MONUSCO en RDC et compléter les capacités et les efforts existants pour réduire la violence contre les civils.

À cet effet, il est proposé qu'un programme ICP multipartite, renforçant les efforts de protection dirigés par des civils, soit co-créé de concert avec le plan de retrait de la MONUSCO et les partenaires de l'ONU et locaux qui élaboreront des réponses à : (1) minimiser l'écart post-MONUSCO en matière de protection physique directe ; (2) répondre aux besoins de protection spécifiques des femmes et des enfants ; (3) relier les efforts de protection à court terme qui interrompent les cycles de violence avec les efforts à long terme qui rétablissent la confiance et établissent un environnement propice à la cohésion sociale et à la consolidation de la paix ; et (4) connecter et renforcer les réseaux d'artisans de la paix afin de résoudre les problèmes de conflits transfrontaliers et d'élargir l'environnement d'une paix durable. Elles sont détaillées ci-dessous :

1 Se focaliser sur les lacunes en matière de protection physique directe

Il existe un historique d'efforts de paix et de sécurité en RDC et une variété d'acteurs et de mécanismes qui contribuent à la protection et à la consolidation de la paix au Kivu. Mais, peu de ces efforts concernent la protection directe des civils contre la violence. Ce qui différencie l'ICP des autres formes de protection, c'est l'accent mis sur la fourniture d'une protection physique directe aux civils par le biais d'une action non violente, plutôt que par l'utilisation d'armes ou le recours à la menace de la force. Ainsi, le point d'entrée le plus évident pour l'implémentation de l'ICP au Kivu est le vide de protection créé par le retrait de la MONUSCO. En effet, les interlocuteurs avec lesquels Nonviolent Peaceforce et le FNUAP se sont entretenus au cours de la mission d'évaluation ont recommandé que l'ICP soit une priorité dans les points d'entrée tels que Uvira, la plaine de Rusizi et Kalehe. Les sites de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays autour de Goma, de l'Ituri et du Nord du Tanganyika ont également été mentionnés comme des zones où l'application de l'ICP pourrait avoir un impact critique sur l'amélioration de la protection dans des camps de déplacés internes et dans les alentours. Grâce à un engagement proactif auprès des acteurs porteurs d'armes et à l'accompagnement physique des membres des communautés sous menaces, des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et des défenseurs des droits humains (une lacune notable) dans les zones d'insécurité, l'ICP peut contribuer à la création d'un environnement sûr et à une réduction des menaces violentes contre les civils.

2

Améliorer les infrastructures de protection existantes et les initiatives des femmes et des jeunes

L'équipe d'évaluation a identifié un potentiel important pour l'ICP en matière de renforcement des mécanismes de protection des civils existants au niveau communautaire, à la fois en réponse aux violences intercommunautaires et aux attaques des groupes armés. Pointant du doigt le scepticisme des communautés locales à l'égard de la communauté internationale en raison des approches descendantes de protection des civils, diverses personnes ont exprimé la nécessité d'une approche communautaire qui relie les civils à l'État de la RDC et aux acteurs de la sécurité dans les zones touchées par le retrait de la MONUSCO. Il a été aussi recommandé l'établissement de partenariats solides avec les comités de protection locaux ainsi qu'avec les mécanismes de protection existants mis en place par la MONUSCO, d'autres entités des Nations Unies, les communautés locales, les organisations de la société civile et les parties prenantes concernées du secteur de la sécurité. Malgré le sentiment d'abandon que ressentaient les membres de la communauté de Sange (Sud-Kivu) en rapport avec la sécurité, ils étaient déterminés à organiser des activités de protection, même avec un soutien limité du gouvernement central.

3

Concilier la protection à court terme et la consolidation de la paix à long terme

Un troisième point d'entrée pour la programmation de l'ICP au Kivu est de relier la protection (militaire) à court terme aux efforts (civils) de consolidation de la paix et de développement à long terme. Le plan de transition de la MONUSCO insiste sur le besoin d'une « plus grande capacité à répondre rapidement aux menaces de protection et à résoudre les conflits intercommunautaires », ce qui serait possible « lorsque les femmes, les jeunes, la société civile... participent activement et de manière inclusive aux mécanismes de coordination traitant de la sécurité et la résolution des conflits. »

Par essence, l'ICP est une approche de consolidation de la paix en matière de sécurité. Elle fait progresser la sécurité à travers l'utilisation stratégique des relations. Avec cette capacité, elle est bien équipée pour soutenir les phases de transition, par exemple pour désamorcer les tensions et atténuer les conflits qui ne sont peut-être pas mûrs pour la réconciliation, tout en semant les graines d'une consolidation de la paix et d'une cohésion sociale à plus long terme. En assurant une présence protectrice, en menant une navette diplomatique et en facilitant le dialogue, des espaces plus sûrs peuvent être créés pour atténuer les conflits ou renforcer la confiance entre les parties en conflit. Cela est extrêmement important au Sud-Kivu, en particulier à Kalehe, où les mécanismes de protection locaux s'efforcent déjà de régler les tensions communautaires par le dialogue, mais ont du mal à gérer l'aspect sécuritaire de la protection physique.

4

Faire progresser le rôle des tiers non partisans

Un quatrième point d'entrée pour l'ICP au Kivu est la nécessité de (re)construire la confiance. L'évaluation a clairement révélé des niveaux élevés de manque de confiance et un manque de communication entre les groupes. L'implication de la MONUSCO dans des opérations offensives l'a empêchée d'agir en tant que tierce partie non partisane ou d'instaurer la confiance entre les communautés. Étant non-armée, ni affiliée à aucune des parties au conflit et n'étant pas impliquée dans la fourniture d'une aide matérielle, les acteurs de l'ICP peuvent gagner plus facilement la confiance et établir cette confiance avec une grande variété d'acteurs à travers le contexte, y compris les groupes armés et les milices. Engager ces relations est une voie permettant aux acteurs de l'ICP d'influencer et de dissuader les comportements potentiellement nuisibles de ces acteurs. Cette approche relationnelle de la sécurité peut contribuer à rétablir la confiance dans le cadre des efforts de stabilisation, plutôt que de retarder ces efforts jusqu'à ce que la situation se stabilise. Cela est susceptible d'ouvrir un espace pour un engagement accru avec les groupes armés et pour explorer les domaines où la violence contre les civils peut être minimisée sans interférer ou menacer ces forces.

Une approche non partisane de l'ICP peut également réduire le fossé de communication entre les acteurs de la sécurité de l'État et les communautés et peut centrer davantage le discours sur la sécurité et les efforts des forces de sécurité sur les personnes. Lorsque les équipes de protection communautaires locales sont souvent réticentes ou ont du mal à assumer un rôle de tierce partie non partisane, il s'agit de l'un des espaces (inexploités) où Nonviolent Peaceforce a observé l'impact le plus significatif, en particulier dans les phases de transition. Ces efforts créeront également des opportunités pour la réintégration communautaire des combattants démobilisés par le biais d'un dialogue sur les questions de protection et d'autres tensions sociales qui peuvent survenir lorsque les anciens combattants retournent dans leurs communautés d'origine.

5

Se connecter aux réseaux de non-violence au niveau régional

Finalement, même si l'évaluation s'est concentrée sur le Sud-Kivu, il est évident qu'il existe une communauté active d'individus et de groupes qui pratiquent une certaine forme d'action non-violente dans la région des Grands Lacs, dont certains font partie d'une communauté globale de pratique de l'ICP. Un certain nombre d'acteurs crédibles de la protection locale et internationale ont été interrogés et plusieurs ont exprimé leur intérêt à renforcer les actions collaboratives pour répondre aux menaces de sécurité transnationales ou influencer les politiques et pratiques régionales susceptibles de renforcer la protection des civils.

Prochaines étapes

La mission d'évaluation a identifié plusieurs domaines de risque et de besoins de protection dans lesquels les activités de l'ICP dirigées par des civils pourraient contribuer de manière efficace et robuste à la protection des civils dans l'est de la RDC. Dans le cadre du suivi de l'évaluation, Nonviolent Peaceforce et le FNUAP élaborent conjointement une réponse de protection appropriée pour répondre aux besoins détaillés ci-dessus, à savoir une violence sexiste importante sans responsabilité ; une protection insuffisante des enfants ; des besoins de déplacement non satisfaits et une sécurité des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays ; un manque d'informations sur la protection ; une prolifération des armes ; une vulnérabilité des défenseurs des droits humains et des conflits intra-communautaires et intercommunautaires.

Cette initiative résultera au développement et à la mise en œuvre d'équipes d'ICP localisées composées d'acteurs nationaux et internationaux qui fourniront des efforts de protection directe et d'atténuation des conflits en collaboration et en partenariat avec des organisations et des réseaux locaux. Grâce à une évaluation continue en temps réel et à une analyse contextuelle, cette initiative conjointe Nonviolent Peaceforce/FNUAP adaptera les réponses d'ICP pour répondre aux besoins spécifiques des localités à haut risque sélectionnées dans la phase initiale.

Il est prévu que ce travail d'ICP commence dans des communautés spécifiques à haut risque du Sud-Kivu au cours de l'année à venir et soit étendu à d'autres communautés vulnérables dans d'autres localités du Sud-Kivu. Finalement, on espère qu'à mesure que la mission de la MONUSCO se retirera au Nord-Kivu et en Ituri, une intensification similaire pourra être entreprise dans ces provinces à mesure que les besoins de protection seront identifiés et discernés grâce à une collaboration et une analyse continues avec les acteurs locaux et à l'expérience acquise et aux enseignements tirés au Sud-Kivu.



Photos

- Couverture : Vue des camps de déplacés de Mugunga. Nord-Kivu, RDC, mars 2024. ©Esther Soki
- Page 2 : RDC, mars 2024. ©NP
- Page 11, quatrième de couverture : Équipe d'évaluation. RDC, mars 2024. ©NP
-



CONTACT

NIC PYATT

CHEF DE MISSION PAR INTÉRIM, SOUDAN

npyatt@nonviolentpeaceforce.org 

www.nonviolentpeaceforce.org 